

**Conseil****C/52/12****Cinquante-deuxième session ordinaire  
Genève, 2 novembre 2018****Original : anglais  
Date : 29 août 2018**

---

**ÉTATS FINANCIERS POUR 2017***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2017 sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2017 figurent dans l'annexe du présent document. Le document C/52/13 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.

2. Les états financiers pour 2017 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Les états financiers pour 2017 constituent la sixième série d'états financiers établis conformément aux normes IPSAS.

3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2017.*

[L'annexe suit]

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017

### Table des matières

INTRODUCTION .....	2
RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE .....	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS .....	2
Performance financière .....	3
Situation financière .....	4
Performance budgétaire .....	4
ÉTAT I – ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE .....	6
ÉTAT II – ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE .....	7
ÉTAT III – ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS .....	8
ÉTAT IV – ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE .....	9
ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS .....	10
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS .....	12
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'Union .....	12
Note 2 : Principales méthodes comptables .....	13
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	17
Note 4 : Comptes débiteurs .....	18
Note 5 : Matériel .....	19
Note 6 : Comptes de créanciers .....	19
Note 7 : Prestations au personnel .....	20
Note 8 : Encaissements par anticipation .....	25
Note 9 : Autres passifs courants .....	25
Note 10 : Transactions avec une partie liée .....	25
Note 11 : Actifs nets .....	26
Note 12 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II) .....	27
Note 13 : Recettes .....	28
Note 14 : Dépenses .....	29
Note 15 : Instruments financiers .....	29
Note 16 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers .....	32
Note 17 : Information sectorielle .....	32

## INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/4).

### Article 6.5

- 1) Le secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.
  - 2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.
  - 3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.
  - 4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2017, ainsi que son opinion sur les états financiers, est également présenté au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6,5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
  3. Les états financiers pour 2017 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) appliquées auparavant par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les états financiers pour 2017 constituent la sixième série d'états financiers de l'UPOV préparés conformément aux normes IPSAS.

## RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE

### Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes des états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

### Performance financière

9. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un déficit de 290 363 francs suisses pour un total des recettes de 3 644 418 francs suisses et un total des dépenses de 3 934 781 francs suisses. Ces résultats peuvent être comparés à ceux de 2016, avec un excédent retraité de 93 576 francs suisses, un total des recettes de 3 746 320 francs suisses et un total des dépenses retraitées de 3 652 744 francs suisses.
10. La révision des chiffres de 2016 est due à la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel en 2017. Ce changement de méthode comptable a eu pour effet que l'excédent pour l'année antérieure, 2016, a été retraité de manière rétrospective à 93 576 francs suisses (contre 71 699 francs suisses précédemment). Plus particulièrement, l'actif net de l'UPOV au 31 décembre 2016 a également été retraité à 745 775 francs suisses (contre 1 738 867 francs suisses précédemment). Cette diminution importante de l'actif net, expliquée en détail ultérieurement, est principalement due à un changement de traitement comptable des obligations au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS) de l'UPOV, qui nécessitait de comptabiliser les pertes actuarielles précédemment non comptabilisées dans l'état de la situation financière.
11. Les états financiers fournissent le détail de la performance financière par secteur dans les informations sectorielles, comme le montre le récapitulatif ci-dessous :

**Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par secteur**

	Programme et budget ordinaire 2017	Fonds fiduciaires 2017	Fonds spécial pour des projets 2017	Transferts intersectoriels 2017	TOTAL UPOV 2017	TOTAL UPOV 2016 (après retraitement)
<i>(en francs suisses)</i>						
TOTAL DES RECETTES	3 416 248	257 524	-	-29 354	3 644 418	3 746 320
TOTAL DES DÉPENSES	3 706 611	257 524	-	-29 354	3 934 781	3 652 744
EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE	<b>-290 363</b>	-	-	-	<b>-290 363</b>	<b>93 576</b>

12. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par deux sources : les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires). Les contributions de 3 365 962 francs suisses représentent approximativement 92,4% du total des recettes de l'UPOV en 2017. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 257 524 francs suisses pour l'année, soit 7,1% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 260 063 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais devraient être comptabilisés comme des produits pour l'année à laquelle ils se rapportent.
13. Au cours de 2017, l'UPOV a lancé l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA. Cet outil de demande en ligne permet aux demandeurs d'envoyer les données relatives aux demandes aux services de protection des obtentions végétales participants du monde entier. Les recettes d'UPOV PRISMA pour 2017 se sont élevées à 1841 francs suisses au total.
14. Les dépenses de personnel s'élèvent à 2 262 006 francs suisses et représentent 57,5% des 3 934 781 francs suisses du total des dépenses pour l'année 2017. Comme cela a déjà été souligné, la comptabilité d'exercice, en ce qui concerne les avantages postérieurs à l'emploi et autres prestations dues au personnel à long terme, impose que le coût de ces régimes soit comptabilisé à mesure que les avantages sont acquis par le personnel, et non selon la méthode des décaissements effectifs. Le coût total des intérêts et des services pour l'année au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel accumulés à long terme s'élève à 211 934 francs suisses. Cette méthode permet à l'UPOV de mieux rendre compte du coût réel de l'emploi de son personnel sur une base annuelle.

## Situation financière

15. L'UPOV enregistre un actif net de 629 830 francs suisses au 31 décembre 2017, contre un montant retraité de 745 775 francs suisses à la fin de 2016. La situation financière de l'UPOV par secteur peut être récapitulée comme suit :

**Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par secteur**

	Programme et budget ordinaire 2017	Fonds fiduciaires 2017	Fonds spécial pour des projets 2017	Transferts intersectoriels 2017	TOTAL UPOV 2017	TOTAL UPOV 2016 (après retraitement)
<i>(en francs suisses)</i>						
<b>ACTIF TOTAL</b>	4 092 996	132 428	18 040	-42 082	4 201 382	5 405 813
<b>PASSIF TOTAL</b>	3 293 299	132 428	187 907	-42 082	3 571 552	4 660 038
<b>ACTIF NET</b>	<b>799 697</b>	<b>-</b>	<b>-169 867</b>	<b>-</b>	<b>629 830</b>	<b>745 775</b>

16. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 2 885 775 francs suisses au 31 décembre 2017 (2 995 222 francs suisses au 31 décembre 2016). Les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont enregistré une baisse, passant de 5 275 496 francs suisses au 31 décembre 2016 à 4 115 186 francs suisses au 31 décembre 2017.
17. Le montant total des sommes à recevoir au 31 décembre 2017 s'élevait à 86 196 francs suisses, contre 130 317 francs suisses au 31 décembre 2016. Le solde du montant total à recevoir à la fin de 2017 comprend des contributions à hauteur de 68 866 francs suisses et des avances sur des allocations d'étude d'un montant de 17 330 francs suisses.
18. Le passif total afférent aux prestations au personnel s'élève à 2 456 705 francs suisses au 31 décembre 2017, contre 2 479 595 francs suisses au 31 décembre 2016, après retraitement (contre 1 486 503 francs suisses précédemment). Les obligations au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel accumulés à long terme ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 2 209 461 francs suisses au 31 décembre 2017. Ce montant indique une diminution de 24 832 francs suisses par rapport au solde de 2 234 293 francs suisses arrêté au 31 décembre 2016, après retraitement (contre 1 183 628 francs suisses précédemment). L'adoption de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel a entraîné une diminution de l'obligation relative à l'AMCS de 1 050 665 francs suisses ainsi qu'une diminution de l'obligation relative aux congés annuels accumulés de 57 573 francs suisses au 31 décembre 2016.
19. En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur les 13 957 francs suisses du solde à la fin de l'année 2016, aucune dépense n'a été engagée en 2017. Au 31 décembre 2017, le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élève à 13 957 francs suisses, fait partie de l'actif net de l'UPOV.

## Performance budgétaire

20. Le budget de l'UPOV continue d'être établi selon une méthode de comptabilité modifiée et est présenté dans les états financiers sous l'État V, État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers établis selon les normes IPSAS, des rapprochements entre le budget et l'état de la performance financière figurent dans les notes complémentaires relatives aux états financiers.
21. Le budget pour l'année 2017 indiquait des recettes et des dépenses à hauteur de 3 411 500 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes et aux dépenses effectives sur une base comparable (avant fonds fiduciaires et ajustements IPSAS) de 3 419 778 francs suisses et 3 585 678 francs suisses, respectivement. Le budget pour l'exercice biennal 2016-2017 indiquait des recettes et des dépenses de 6 823 000 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes et aux dépenses effectives sur une base comparable de 6 850 706 francs suisses et 6 824 544 francs suisses, respectivement. L'excédent effectif pour l'exercice biennal 2016-2017 sur une base comparable équivaut à 26 162 francs suisses (excédent de 192 062 francs suisses en 2016 et déficit de 165 900 francs suisses en 2017). Les principales variations entre les budgets de 2017 et de l'exercice biennal 2016-2017 et les chiffres effectifs sur une base comparable sont expliquées dans les paragraphes ci-après.

22. Contributions : en 2017, les recettes effectives provenant des contributions réelles ont été de 3 365 962 francs suisses, un montant légèrement plus élevé que prévu (+0,3%) qui correspond à 0,2 unité de contribution supplémentaire. Au cours de l'exercice biennal 2016-2017, les recettes (6 850 706 francs suisses) ont été légèrement plus élevées (+0,4%) que prévu (6 823 000 francs suisses). Des recettes plus élevées que prévu provenant des contributions (6 731 924 francs suisses contre 6 710 000 francs suisses), des frais administratifs au titre des fonds fiduciaires (75 361 francs suisses contre 57 000 francs suisses) et une note de crédit concernant un surcoût de personnel intérimaire en 2016 (10 773 francs suisses) ont largement compensé les recettes provenant des taxes relatives au formulaire de demande électronique, qui ont été inférieures aux recettes prévues (1 841 francs suisses contre 25 000 francs suisses).
23. Ressources en personnel : les dépenses effectives totales pour 2017, qui s'élèvent à 2 141 073 francs suisses, ont été légèrement inférieures (-1,7%) au montant prévu de 2 177 000 francs suisses. Les dépenses liées à des postes ont été inférieures aux prévisions, principalement en raison d'un poste de la catégorie des administrateurs qui a été couvert par un agent temporaire pendant une partie de l'année ainsi qu'en raison d'un fonctionnaire de la catégorie des services généraux qui a travaillé à temps partiel.
24. Stages : au cours de l'exercice biennal 2016-2017, les dépenses pour les stages (12 343 francs suisses) ont été nettement inférieures aux prévisions (38 000 francs suisses) et les économies réalisées ont été utilisées pour financer du personnel intérimaire supplémentaire.
25. Voyages et bourses : les dépenses effectives de 310 453 francs suisses ont été plus élevées (+38,0%) que le montant prévu de 225 000 francs suisses pour 2017. Cette hausse des dépenses a été légèrement compensée par des dépenses inférieures à celles prévues en 2016, de sorte que l'ensemble des dépenses pour l'exercice biennal 2016-2017 a été légèrement plus élevé que prévu (9,2%). Cette augmentation des dépenses est en partie due aux recettes provenant des fonds fiduciaires qui ont été plus élevées que prévu, entraînant ainsi une hausse des activités nécessitant que le personnel de l'UPOV voyage davantage.
26. Services contractuels : les dépenses effectives pour les services contractuels ont été de 501 970 francs suisses en 2017, montant sensiblement plus élevé (+45,1%) que le montant prévu de 346 000 francs suisses. Au cours de l'exercice biennal 2016-2017, les dépenses effectives pour les services contractuels ont été de 834 714 francs suisses, contre un montant prévu de 692 000 francs suisses (+20,6%). Les dépenses supplémentaires concernaient les coûts de personnel intérimaire, qui se sont élevés à 273 412 francs suisses au total pour l'exercice biennal 2016-2017. Une partie des dépenses supplémentaires consacrées au personnel intérimaire a servi à couvrir le poste du fonctionnaire de la catégorie des services généraux qui a travaillé à temps partiel. Du temps de personnel intérimaire a également été utilisé pour certains travaux administratifs en rapport avec de nouvelles procédures de gestion des voyages (voir aussi "Dépenses de fonctionnement"). Les coûts de développement informatique du formulaire de demande électronique (263 431 francs suisses) et du modèle de principes directeurs (53 267 francs suisses) ont globalement été conformes au budget prévu. D'autres éléments des services contractuels comprenaient certaines dépenses relatives à la production vidéo (24 743 francs suisses) et à la formation du personnel (10 169 francs suisses). Les services contractuels de personnes se sont élevés à 25 193 francs suisses, montant qui a été nettement inférieur à celui prévu (70 000 francs suisses), principalement en raison du fait que le travail administratif nécessaire pour les cours d'enseignement à distance n'a pas été externalisé.
27. Dépenses de fonctionnement : les dépenses effectives, qui se sont élevées à 618 867 francs suisses en 2017, sont légèrement inférieures au montant prévu de 635 000 francs suisses (-2,5%). Cette diminution a été constante au cours de l'exercice biennal 2016-2017 (-2,4%). Les coûts de fonctionnement concernent les paiements afférents aux services fournis par l'OMPI à l'UPOV dans le cadre de l'"Accord entre l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales" (document UPOV/INF/8). La maîtrise de ces coûts est due aux économies réalisées sur des services de l'OMPI ainsi qu'à certains changements concernant des services fournis à l'UPOV. Par exemple, certains services d'appui informatique précédemment fournis par l'OMPI à l'UPOV ne sont plus fournis et l'outil de réservation de voyages en ligne a permis de transférer certains éléments de gestion administrative pris en charge par l'OMPI au personnel de l'UPOV.
28. Autres dépenses : en 2017, les autres dépenses relatives aux fournitures, au mobilier et au matériel ne se sont élevées qu'à 972 francs suisses, par rapport au montant prévu de 10 000 francs suisses.

**ÉTAT I – ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**au 31 décembre 2017**  
(en francs suisses)

		31 décembre 2017	31 décembre 2016 (après retraitement)
<b>ACTIF</b>	<b>Note</b>		
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	4 115 186	5 275 496
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	68 866	111 232
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	17 330	19 085
		<u>4 201 382</u>	<u>5 405 813</u>
<b>Actifs non courants</b>			
Matériel	5	-	-
		<u>-</u>	<u>-</u>
<b>ACTIF TOTAL</b>		<b><u>4 201 382</u></b>	<b><u>5 405 813</u></b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Comptes de créanciers	6	1 209	1 000
Prestations au personnel	7	200 760	230 148
Avances	8	387 594	617 514
Autres passifs courants	9	726 044	1 561 929
		<u>1 315 607</u>	<u>2 410 591</u>
<b>Passifs non courants</b>			
Prestations au personnel	7	2 255 945	2 249 447
		<u>2 255 945</u>	<u>2 249 447</u>
<b>PASSIF TOTAL</b>		<b><u>3 571 552</u></b>	<b><u>4 660 038</u></b>
Fonds de réserve	11	970 470	1 260 833
Fonds spécial pour des projets	11	13 957	13 957
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	11	-901 276	-1 075 694
Fonds de roulement	11	546 679	546 679
<b>ACTIF NET</b>		<b><u>629 830</u></b>	<b><u>745 775</u></b>

**ÉTAT II – ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017**  
*(en francs suisses)*

	<b>Note</b>	<b>2017</b>	<b>2016 (après retraitement)</b>
<b>RECETTES</b>	13		
Contributions		3 365 962	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		257 524	357 839
Taxes au titre du système UPOV PRISMA		1 841	-
Recettes des placements		-	-
Autres/divers recettes		19 091	22 519
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>3 644 418</b>	<b>3 746 320</b>
<b>DÉPENSES</b>	14		
Dépenses de personnel		2 262 006	2 150 429
Stages		12 343	-
Voyages et bourses		467 811	405 862
Services contractuels		572 422	475 044
Dépenses de fonctionnement		619 227	620 567
Fournitures		972	842
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>		<b>3 934 781</b>	<b>3 652 744</b>
<b>EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE</b>		<b>-290 363</b>	<b>93 576</b>

**ÉTAT III – ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017**  
*(en francs suisses)*

	Note	Fonds de réserve	Fonds spécial pour des projets	Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	Fonds de roulement	Actif net Total
<b>Actif net au 1er janvier 2016 (retraité)</b>	11	<b>1 111 541</b>	<b>69 673</b>	<b>-509 106</b>	<b>543 345</b>	<b>1 215 453</b>
Gains/(pertes) actuariels		-	-	-566 588	-	-566 588
Contributions au fonds de roulement		-	-	-	3 334	3 334
<b>Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2016</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-566 588</b>	<b>3 334</b>	<b>-563 254</b>
Excédent pour l'année 2016 en cours		149 292	-55 716	-	-	93 576
<b>Actif net au 31 décembre 2016 (retraité)</b>	11	<b>1 260 833</b>	<b>13 957</b>	<b>-1 075 694</b>	<b>546 679</b>	<b>745 775</b>
Gains/(pertes) actuariels		-	-	174 418	-	174 418
<b>Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2017</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>174 418</b>	<b>-</b>	<b>174 418</b>
Déficit pour l'année 2017 en cours		-290 363	-	-	-	-290 363
<b>Actif net au 31 décembre 2017</b>	11	<b>970 470</b>	<b>13 957</b>	<b>-901 276</b>	<b>546 679</b>	<b>629 830</b>

**ÉTAT IV – ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017**  
*(en francs suisses)*

	Note	2017	2016 (après retraitement)
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>			
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	-290 363	93 576
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	7	151 528	106 118
(Augmentation) diminution des créances	4	44 121	65 082
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	8	-229 920	154 770
Augmentation (diminution) d'autres passifs	6+9	-835 676	349 504
<b>Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles</b>		<b>-1 160 310</b>	<b>769 050</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de placement</b>			
Acquisition de matériel	5	-	-
Cession de matériel	5	-	-
<b>Flux de trésorerie nets des activités de placement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>			
Contributions et fonds de roulement	11	-	3 334
<b>Flux de trésorerie nets des activités de financement</b>		<b>-</b>	<b>3 334</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>-1 160 310</b>	<b>772 384</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année</b>	3	<b>5 275 496</b>	<b>4 503 112</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année</b>	3	<b>4 115 186</b>	<b>5 275 496</b>

**ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS**  
**pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017**  
*(en milliers de francs suisses)*

	Budget original 2017	Budget final 2017	Montants effectifs sur une base comparable 2017	Différence 2017
	(1)	(1)		(2)
<b>Recettes</b>				
Contributions	3 355	3 355	3 366	11
Taxes au titre du système UPOV PRISMA	25	25	2	-23
Publications	-	-	-	-
Intérêts	-	-	-	-
Autre	32	32	52	20
<b>Total des recettes</b>	<b>3 412</b>	<b>3 412</b>	<b>3 420</b>	<b>8</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses de personnel	2 177	2 177	2 141	-36
Stagiaires	19	19	12	-7
Voyages et bourses	225	225	311	86
Services contractuels	346	346	502	156
Dépenses de fonctionnement	635	635	619	-16
Fournitures	5	5	1	-4
Mobilier et matériel	5	5	-	-5
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 412</b>	<b>3 412</b>	<b>3 586</b>	<b>174</b>
<b>Résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-166</b>	<b>-166</b>
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-4	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)			-124	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)			4	
<b>Déficit net après ajustements IPSAS (État II)</b>			<b>-290</b>	

- 1) – Représente la seconde année du budget approuvé pour l'exercice biennal 2016-2017;
- 2) – Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS).
- 3) – Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.

**ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET DES MONTANTS RÉELS**  
**pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2017**  
*(en milliers de francs suisses)*

	Budget original 2016-2017	Budget final 2016-2017	Montants effectifs sur une base comparable 2016-2017	Différence 2016-2017
	(1)	(1)		(2)
<b>Income</b>				
Contributions	6 710	6 710	6 732	22
Taxes au titre du système UPOV PRISMA	25	25	2	-23
Publications	-	-	-	-
Intérêts	-	-	-	-
Autre	88	88	117	29
<b>Total des recettes</b>	<b>6 823</b>	<b>6 823</b>	<b>6 851</b>	<b>28</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses de personnel	4 353	4 353	4 245	-108
Stagiaires	38	38	12	-26
Voyages et bourses	450	450	492	42
Services contractuels	692	692	835	143
Dépenses de fonctionnement	1 270	1 270	1 239	-31
Fournitures	10	10	2	-8
Mobilier et matériel	10	10	-	-10
<b>Total des dépenses</b>	<b>6 823</b>	<b>6 823</b>	<b>6 825</b>	<b>2</b>
<b>Résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>26</b>

Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)	59
EDépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets	-56
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)	-167
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)	-59
<b>Déficit net après ajustements IPSAS (État II)</b>	<b>-197</b>

- 1) – représente le budget approuvé pour l'exercice biennal 2016-2017;
- 2) – Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS).
- 3) – Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "*Convention UPOV*"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an; il peut aussi être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une ou deux fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du Secrétaire général adjoint, sont placés sous la direction du Secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le Secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

## NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont établis en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'UPOV. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices établis.

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf indication contraire. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité.

La norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel a été appliquée en 2017, soit avant sa date de mise en œuvre requise du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'effet de la modification qui en a découlé a été comptabilisé de manière rétrospective, ce qui a exigé le retraitement des chiffres comparatifs pour 2016.

### Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

### Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; 2) les fonds fiduciaires; et 3) le Fonds spécial pour des projets.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes est comptabilisée, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures au dernier exercice biennal.

### Équipement

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût de l'équipement sur sa durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire sur la base suivante :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Communications et équipement informatique	5 ans
Meubles et mobilier	10 ans

Les valeurs comptables de l'équipement sont examinées pour toute dépréciation résultant d'événements ou de changements indiquant que la valeur comptable de l'actif n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état de la performance financière.

## Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées.

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts encourus pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2017, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

L'amortissement est fourni sur une base linéaire de tous les actifs incorporels de durée déterminée, à des taux qui amortiront le coût ou la valeur des actifs durant leurs durées d'utilité. Les durées d'utilité des principales catégories d'actifs incorporels ont été estimées comme suit :

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	5 ans
Logiciels mis au point en interne	5 ans
Licences et droits	Période de la licence/du droit

## Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuair indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne l'obligation au titre de l'AMCS, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les jours de congé annuel accumulés à court terme, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées, mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et pour les allocations d'étude payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses courantes.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, les fonctionnaires de l'UPOV participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU ou Caisse), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes au personnel. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme le précise l'article 3.b) du règlement de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV l'a donc comptabilisée comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

## Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

## Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la

reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

### **Comptabilisation en charges**

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

### **Instruments financiers**

#### ***Actifs financiers***

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les actifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* sont classés comme des actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, des prêts et comptes créanciers, des investissements détenus jusqu'à leur échéance finale ou des actifs financiers disponibles à la vente, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses actifs financiers à leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers de l'UPOV comprennent les liquidités, les dépôts à court terme et les comptes créanciers.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification.

#### ***Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit***

Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis à des fins de vente ou de rachat dans le court terme. Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

#### ***Prêts et emprunts***

Les prêts et comptes créanciers sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixés ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après une évaluation initiale, ces actifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, moins la dépréciation. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt en vigueur. Les pertes provenant de la dépréciation sont comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

#### ***Décomptabilisation :***

L'UPOV décomptabilise un actif financier ou, selon le cas, une partie d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires lorsque les droits de recevoir des liquidités de l'actif ont expiré ou sont levés.

Dépréciation d'actifs financiers :

L'UPOV vérifie à chaque date de clôture s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier ou qu'un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est considéré comme déprécié si et uniquement si il y a des indications objectives de dépréciation comme suite à un ou plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte" encouru) et si cet événement a un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimé de manière fiable.

#### ***Passifs financiers***

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les passifs financiers qui relèvent de la norme IPSAS 29 sont classés comme des passifs financiers à juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit ou de prêts et d'emprunts, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses passifs financiers à la comptabilisation initiale. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et, dans le cas des prêts et des emprunts, aux coûts de

transaction directement imputables. Les passifs financiers de l'UPOV comprennent les dettes commerciales et autres créances.

*Évaluation ultérieure :*

L'évaluation ultérieure des passifs financiers est fonction de leur classification.

*Passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit*

Les passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du *déficit* comprennent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale comme étant à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis pour être vendus dans le court terme. Les gains ou pertes au titre de passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

*Prêts et emprunts*

Après une comptabilisation initiale, les prêts et les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi qu'au moyen de la procédure d'amortissement de la méthode de l'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes et coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation :

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation qui en relève a été payée ou annulée ou lorsqu'elle expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur dans des conditions très différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont considérablement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité comme une décomptabilisation du passif originel et la comptabilisation d'un nouveau passif et la différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

**Utilisation d'estimations**

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'AMCS et la prime de rapatriement et voyages (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements liés aux prestations dues au personnel, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

**Changement de la méthode comptable**

L'UPOV a changé de méthode comptable, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, afin de comptabiliser les prestations au personnel conformément à la norme IPSAS 39. Dès lors, les gains et pertes actuariels pour l'AMCS, qui n'étaient pas comptabilisés auparavant, sont comptabilisés directement dans les actifs nets. Les jours de congé annuel accumulés des fonctionnaires titulaires d'un engagement de durée déterminée, d'un engagement continu ou d'un engagement permanent ont été reclassés pour passer de la catégorie des prestations à court terme dues au personnel à celle des autres prestations à long terme dues au personnel, ce qui a nécessité la réévaluation de la provision par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. L'effet de cette modification a été comptabilisé de manière rétrospective, ce qui a exigé l'ajustement des soldes des années précédentes ainsi que le retraitement des chiffres comparatifs de 2016. L'ajustement relatif aux périodes qui ont précédé les périodes d'établissement des états financiers (avant 2016) a entraîné une diminution de l'actif net de 448 381 francs suisses. Le retraitement des chiffres comparatifs de 2016 est présenté en détail ci-dessous :

	2016 (comme indiqué précédemment)	Retraitement en vue de l'adoption de la norme IPSAS 39	2016 (après retraitement)
<i>(en milliers de francs suisses)</i>			
<b>État de la situation financière</b>			
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b>5 405 813</b>	<b>-</b>	<b>5 405 813</b>
Obligations relatives à la prime d'assurance maladie après la cessation de service	1 183 628	1 050 665	2 234 293
Obligations relatives aux congés cumulés	125 293	(57 573)	67 720
Autres passifs	2 358 025	-	2 358 025
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b>3 666 946</b>	<b>993 092</b>	<b>4 660 038</b>
Excédents accumulés	1 178 231	82 602	1 260 833
Autres	560 636	-	560 636
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	-	(1 075 694)	(1 075 694)
<b>ACTIF NET</b>	<b>1 738 867</b>	<b>(993 092)</b>	<b>745 775</b>
<b>État de la performance financière</b>			
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 746 320</b>	<b>-</b>	<b>3 746 320</b>
Dépenses relatives à la prime d'assurance maladie après la cessation de service	148 054	(23 097)	124 957
Dépenses relatives aux congés cumulés	2 833	1 220	4 053
Autres dépenses	3 523 734	-	3 523 734
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>3 674 621</b>	<b>(21 877)</b>	<b>3 652 744</b>
<b>EXCÉDENT POUR L'ANNÉE</b>	<b>71 699</b>	<b>21 877</b>	<b>93 576</b>

### NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
<i>(en francs suisses)</i>		
Dépôts bancaires	2 750 945	1 086 561
Fonds placés auprès de l'AFF	-	2 737 048
<b>Total de la trésorerie disponible</b>	<b>2 750 945</b>	<b>3 823 609</b>
Dépôts bancaires - fonds de roulement	546 679	-
Fonds placés auprès de l'AFF - fonds de roulement	-	546 679
Dépôts bancaires - fonds fiduciaires soumis à restriction	108 386	227 329
<b>Total de la trésorerie soumise à restriction</b>	<b>655 065</b>	<b>774 008</b>
Dépôts bancaires - fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	709 176	-
Fonds placés auprès de l'AFF - fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	-	677 879
<b>Total de la trésorerie stratégique</b>	<b>709 176</b>	<b>677 879</b>
<b>TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>4 115 186</b>	<b>5 275 496</b>

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat. Suite à la mise en œuvre des nouvelles dispositions de l'AFF (Administration fédérale des finances) relatives à l'ouverture et à la tenue de comptes de dépôt, dès le 15 décembre 2017, l'UPOV ne pouvait plus détenir de dépôts auprès de l'AFF. Au cours de l'année 2017, les fonds placés auprès de l'AFF ont été transférés sur des comptes de dépôts que l'UPOV détient auprès d'autres établissements bancaires.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2017, le solde total de ces fonds s'élevait à 709 176 francs suisses (contre 677 879 francs suisses au 31 décembre 2016). L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

#### NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe</b>		
Contributions	68 866	106 006
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	3 559
Fonds de roulement	-	1 667
	<u>68 866</u>	<u>111 232</u>
<b>Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe</b>		
Avances relatives à l'indemnité pour frais d'études	<u>17 330</u>	<u>19 085</u>
	<u>17 330</u>	<u>19 085</u>
<b>TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS</b>	<u><b>86 196</b></u>	<u><b>130 317</b></u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article II de l'Acte de 1972, article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'exercice biennal précédent.

Les fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant les frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. Pour l'année scolaire 2017-2018, le remboursement est effectué selon un barème dégressif universel, avec des taux de remboursement dégressifs et un montant maximal de remboursement fixe. Une avance égale au montant estimé de l'indemnité pour frais d'études peut être accordée dès le début de chaque année scolaire. Les avances au personnel pour frais d'études représentent le total des frais pour l'année scolaire 2017-2018.

**NOTE 5 : MATÉRIEL**

Tout le matériel répertorié dans les stocks est évalué au coût diminué de l'amortissement des coûts sur une base linéaire. Meubles et mobilier sont amortis sur une durée d'utilité de 10 ans. Tous les autres équipements sont amortis sur une durée d'utilité de cinq ans.

<b>Mouvements en 2017</b>	<b>Matériel</b>	<b>Meubles et mobilier</b>	<b>Total</b>
<i>(en francs suisses)</i>			
<b>31 décembre 2016</b>			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-
<b>Mouvements en 2017</b>			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
<b>Total des mouvements en 2017</b>	-	-	-
<b>31 décembre 2017</b>			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-
<b>Mouvements en 2016</b>	<b>Matériel</b>	<b>Meubles et mobilier</b>	<b>Total</b>
<b>31 décembre 2015</b>			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-
<b>Mouvements en 2016</b>			
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Amortissement des immobilisations	-	-	-
Amortissement	-	-	-
<b>Total des mouvements en 2016</b>	-	-	-
<b>31 décembre 2016</b>			
Valeur comptable brute	-	-	-
Amortissement cumulé	-	-	-
<b>Valeur comptable nette</b>	-	-	-

**NOTE 6 : COMPTES DE CRÉANCIERS**

	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016</b>
<i>(en francs suisses)</i>		
Créanciers divers	1 209	1 000
<b>TOTAL DES COMPTES CRÉANCIERS</b>	<b>1 209</b>	<b>1 000</b>

**NOTE 7 : PRESTATIONS AU PERSONNEL**

	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016 (après retraitement)</b>
	<i>(en francs suisses)</i>	
Congés annuels - postes	4 045	6 561
Congés annuels - agents temporaires	5 581	884
Prime de rapatriement et voyages	17 913	18 640
Congés dans les foyers	0	-
Heures supplémentaires et heures de crédit	9 584	9 652
Indemnités pour frais d'études	6 933	7 634
Assurance maladie après la cessation de service	156 704	186 777
<b>Total des obligations courantes pour prestations au personnel</b>	<b>200 760</b>	<b>230 148</b>
Congés annuels	57 930	60 275
Prime de rapatriement et voyages	145 258	141 656
Assurance maladie après la cessation de service	2 052 757	2 047 516
<b>Total des obligations non courantes pour prestations au personnel</b>	<b>2 255 945</b>	<b>2 249 447</b>
<b>TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL</b>	<b>2 456 705</b>	<b>2 479 595</b>

Prestations au personnel en vertu des normes IPSAS.

*Les prestations à court terme dues au personnel* incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel, l'assurance accident et l'assurance vie, lorsqu'il est prévu que ces prestations seront réglées dans les 12 mois;

*Les prestations à long terme dues au personnel* (ou prestations au personnel après la cessation de service) incluent les prestations post-emploi, telles que l'AMCS, et d'autres prestations à long terme dues au personnel, telles que les prestations versées pour la cessation de service, à savoir la prime de rapatriement, les frais de voyage aux fins du rapatriement et l'envoi des effets personnels, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme; et

*Les prestations versées pour cessation de service* incluent une indemnité due aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée lorsque l'Organisation met un terme à leur nomination avant la fin de leur contrat.

**Prestations au personnel à court terme**

L'UPOV a également des passifs comptabilisés pour les prestations à court terme suivantes, dont la valeur est basée sur le montant à payer à chaque fonctionnaire à la date d'établissement des états financiers.

*Congé annuel (agents temporaires)* : les jours de congé annuel font partie de la catégorie des prestations à court terme dues aux membres du personnel titulaires d'un engagement temporaire. Les agents temporaires peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et une somme en compensation des jours de congé accumulés jusqu'à concurrence de 15 jours peut être versée à la fin de l'engagement. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 5581 francs suisses (contre 884 francs suisses au 31 décembre 2016).

*Congé dans les foyers* : certains fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit, une fois tous les deux ans, à un congé dans les foyers, pour eux et pour les personnes à leur charge, dans le pays dans lequel ils ont leur foyer. Aucune dette n'est à solder à la date d'établissement des états financiers ou à la date du 31 décembre 2016.

*Heures supplémentaires et heures de crédit* : certains fonctionnaires ont droit à une compensation en espèces pour les heures supplémentaires accumulées au terme d'un délai prévu dans le Statut et Règlement du personnel. Les fonctionnaires suivant le système d'horaire de travail variable peuvent accumuler des heures de crédit pour le temps de travail effectué au-delà de 40 heures par semaine. Les fonctionnaires qui ont à leur crédit un nombre d'heures suffisant (jusqu'à 16 heures) peuvent demander un congé de crédit. La provision totale pour les heures supplémentaires et les heures de crédit à la date de présentation des états financiers est de 9584 francs suisses (contre 9652 francs suisses au 31 décembre 2016).

*Allocations d'études* : certains fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant 75% des frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. La provision pour frais d'études est liée au nombre de mois qui se sont écoulés entre le début de l'année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2017 pour lesquels les indemnités sont dues. La provision totale à la date d'établissement des états financiers est de 6933 francs suisses (contre 7634 francs suisses au 31 décembre 2016).

### **Prestations à long terme dues au personnel**

*Congé annuel (postes)* : les jours de congé annuel font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée, et cette prestation est calculée par un actuaire externe. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Toutefois, les fonctionnaires qui avaient accumulé plus de 60 jours avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 avaient le droit de les conserver jusqu'au 31 décembre 2017. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement. Un fonctionnaire peut, dans des circonstances exceptionnelles, obtenir une avance de congé annuel d'une durée maximum de 10 jours ouvrables. Ces fonctionnaires sont inclus dans le calcul du solde global des congés annuels. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 61 975 francs suisses (retraité à 66 836 francs suisses au 31 décembre 2016).

*Prime de rapatriement et voyages* : l'UPOV a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement et les voyages à certains fonctionnaires recrutés sur le plan international au moment de leur cessation de service. À la date d'établissement des états financiers, l'obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2017 par un actuaire indépendant :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	17 913	18 640
Passif non courant	145 258	141 656
<b>Passif total pour les primes de rapatriement et les frais de voyage</b>	<b>163 171</b>	<b>160 296</b>

*Assurance maladie après la cessation de service* : l'UPOV a aussi l'obligation contractuelle de fournir à son personnel des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d'assurance pour le régime d'assurance maladie collective. Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la prime mensuelle d'assurance maladie s'élève à 596 francs suisses pour les adultes et à 265 francs suisses pour les enfants. La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses. En vertu des normes IPSAS, les obligations au titre de l'AMCS de l'UPOV sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient toutefois de noter que l'UPOV détient sur un compte bancaire distinct des fonds alloués au financement futur de ses engagements au titre de

l'AMCS (voir la note n° 3). À la date d'établissement des états financiers, les obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS ont été estimées comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2017 par un bureau indépendant :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (après retraitement)
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	156 704	186 777
Passif non courant	2 052 757	2 047 516
<b>Passif total pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)</b>	<b>2 209 461</b>	<b>2 234 293</b>

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'assurance maladie après la cessation de service comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (retraité)
	<i>(in Swiss francs)</i>	
Coût des intérêts	16 618	15 597
Frais administratifs courants	170 159	109 360
<b>Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière</b>	<b>186 777</b>	<b>124 957</b>

Avant la mise en œuvre de la norme IPSAS 39, l'UPOV appliquait la méthode du corridor pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS. En vertu de cette méthode comptable, une partie des gains et pertes actuariels nets était comptabilisée si les gains et pertes nets cumulés non comptabilisés à la fin de la période de clôture précédente dépassaient 10% de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à cette date. Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, les gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS sont comptabilisés directement dans les actifs nets. Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains/(pertes) actuariels :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016 (après retraitement)
	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>Montant des obligations au début de l'année</b>	<b>2 234 293</b>	<b>1 577 193</b>
Coût des intérêts	16 618	15 597
Frais administratifs courants	170 159	109 360
Contribution versée	-37 191	-34 445
Amortissement des pertes/(gains) actuariels	-174 418	566 588
<b>Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière</b>	<b>2 209 461</b>	<b>2 234 293</b>

Les cotisations versées par l'UPOV au titre de l'AMCS s'élevaient à 37 191 francs suisses en 2017 (contre 34 445 francs suisses en 2016). En 2018, les cotisations prévues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service devraient représenter 37 647 francs suisses. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2017 était de 22,1 ans. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2017 et les quatre années précédentes :

	2017	2016	2015	2014	2013
	<i>(en francs suisses)</i>				
Obligations relatives à des prestations définies	2 209 461	2 234 293	1 577 193	1 145 526	1 015 107
Ajustements issus de l'expérience relatifs au (gain)/ à la perte sur les engagements	- 98 740	- 42 922	- 1 159	- 78 243	- 44 201

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation relative à l'assurance maladie après la cessation de service et l'obligation au titre des prestations définies étaient les suivantes :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le montant des engagements au titre des prestations</i>		
Escompte	0,70%	0,75%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3,50%	3,50%
 <i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le coût</i>		
Escompte	0,75%	1,00%
Hausse des primes d'assurance-maladie	3,50%	2,75%

Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour l'obligation au titre de l'AMCS. L'analyse de sensibilité ci-après montre comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies aurait évolué en fonction des différentes hypothèses actuarielles :

Assurance maladie après la cessation de service (AMCS)	Diminution de 1% du taux d'augmentation des primes d'assurance-maladie (2.50%)	Taux d'augmentation des primes d'assurance-maladie (3.50%)	Augmentation de 1% du taux d'augmentation des primes d'assurance-maladie (4.50%)
<i>(en francs suisses)</i>			
Montant des obligations au 31 décembre 2017	1 791 601	2 209 461	2 768 920
Taux de variation	-18,9%		25,3%

Assurance maladie après la cessation de service (AMCS)	Diminution de 0,25% du taux d'actualisation (0.45%)	Taux d'actualisation (0.70%)	Augmentation de 0,25% du taux d'actualisation (0.95%)
<i>(en francs suisses)</i>			
Montant des obligations au 31 décembre 2017	2 340 739	2 209 461	2 088 352
Taux de variation	5,9%		-5,5%

### Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuaire indépendant au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans, à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse des pensions seront suffisants pour honorer son passif.

Sur le plan financier, l'UPOV est tenue de verser à la Caisse des pensions, sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

En 2017, la Caisse des pensions a découvert des anomalies dans les données du recensement utilisées dans l'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 2015. C'est pourquoi, en tant qu'exception à la période biennale normale, les données sur la participation du 31 décembre 2013 ont été reportées au 31 décembre 2016 par la Caisse pour l'établissement de ses états financiers de 2016. Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2017 est actuellement en cours.

Le report des données sur la participation du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2016 a entraîné un ratio de capitalisation des actifs actuariels de 150,1% (contre 127,5% lors de l'évaluation de 2013) par rapport aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement des pensions à l'avenir. Compte tenu du système actuel d'ajustement des pensions, le ratio de capitalisation était de 101,4% (contre 91,2% lors de l'évaluation de 2013).

Suite à son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2016, il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. En outre, à la date de cette évaluation, la valeur commerciale des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de toutes les charges à payer. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ou en raison de la cessation de l'affiliation à ladite Caisse, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2014, 2015 et 2016) s'élevaient à 6751,0 millions de dollars des États-Unis d'Amérique et les cotisations de l'UPOV ont représenté 0,018% de ces cotisations (y compris des cotisations des participants et de l'UPOV).

En 2017, le montant des cotisations de l'UPOV versées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies était de 268 883 francs suisses (contre 271 524 francs suisses en 2016). Le montant des cotisations attendues en 2018 s'élève à 270 275 francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport au comité mixte. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org).

**NOTE 8 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION**

	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016</b>
	<i>(en francs suisses)</i>	
Paiement anticipé de contributions	260 063	486 097
Produits sans contrepartie directe différés	127 531	131 417
<b>TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION</b>	<b>387 594</b>	<b>617 514</b>

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des services aux prestataires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

**NOTE 9 : AUTRES PASSIFS COURANTS**

	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016</b>
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	726 044	1 561 929
<b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS</b>	<b>726 044</b>	<b>1 561 929</b>

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

**NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE**

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon cet accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Les principaux dirigeants sont le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les administrateurs en postes. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de Secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2017		2016	
	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération
	(en moyenne)	(en francs suisses)	(en moyenne)	(en francs suisses)
Principaux dirigeants	5,00	1 212 393	5,00	1 201 965

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des principaux dirigeants ou à des membres proches de la famille.

## NOTE 11 : ACTIFS NETS

	31 décembre 2016 (retraité)	Contributions au fonds de roulement	Excédent du programme et budget pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Excédent des fonds fiduciaires pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Dépenses au titre du Fonds spécial pour des projets (avant les ajustements IPSAS)	Ajustements IPSAS pour l'année	Transfert sur le Fonds de réserve	31 décembre 2017
Excédent/(déficit) du programme et budget	-	-	-165 900	-	-	-124 463	290 363	-
Excédent/(déficit) des fonds fiduciaires	-	-	-	-3 886	-	3 886	-	-
Fonds de réserve	1 260 833	-	-	-	-	-	-290 363	970 470
Fonds spécial pour des projets	13 957	-	-	-	-	-	-	13 957
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	-1 075 694	-	-	-	-	174 418	-	-901 276
Fonds de roulement	546 679	-	-	-	-	-	-	546 679
<b>ACTIF NET</b>	<b>745 775</b>	<b>-</b>	<b>-165 900</b>	<b>-3 886</b>	<b>-</b>	<b>53 841</b>	<b>-</b>	<b>629 830</b>

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2017, ce fonds de roulement s'élève à 546 679 francs suisses. Selon les dispositions de l'article 4.2, le fonds de roulement est destiné à :

- couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, l'excédent est remboursé aux membres de l'UPOV, sauf si le Conseil en décide autrement. Tout membre de l'UPOV peut demander que le montant qui lui est remboursé soit déposé sur un compte spécial ou dans un fonds fiduciaire qu'il aura désigné.

En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur le solde de 13 957 francs suisses restant à la fin de l'exercice 2016, aucune dépense n'a été engagée en 2017. Au 31 décembre 2017, le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élève à 13 957 francs suisses, fait partie de l'actif net de l'UPOV.

Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, le montant de l'actif net de 2016 a été réévalué de manière rétrospective et les pertes actuarielles d'un montant de 1 075 694 francs suisses au titre de l'AMCS ont été comptabilisées directement dans les actifs nets. Au 31 décembre 2017, le montant des pertes

actuarielles au sein des actifs nets est de 901 276 francs suisses en raison des gains actuariels d'un montant de 174 418 francs suisses comptabilisés en 2017.

## **NOTE 12 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V) ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)**

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2016-2017 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 6 823 000 francs suisses.

Pour 2017, soit la deuxième année de l'exercice biennal, les budgets initial et final estimés pour les recettes et les dépenses ont été de 3 411 500 francs suisses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième année de l'exercice biennal a été de 3 419 778 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième année de l'exercice biennal a été de 3 585 678 francs suisses. Pour l'exercice biennal 2016-2017, les budgets initial et final estimés pour les recettes et les dépenses ont été de 6 823 000 francs suisses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour l'exercice biennal a été de 6 850 706 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour l'exercice biennal a été de 6 824 544 francs suisses. L'analyse de la performance budgétaire qui figure à la page 4 des présents états financiers contient des explications sur les différences importantes entre les montants inscrits au budget et les montants réels.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'état V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences relatives à l'entité représentent l'inclusion dans les comptes financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires et du Fonds spécial pour des projets qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2017			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
<b>Montant réel sur une base comparable (état V)</b>	<b>-165 900</b>	-	-	<b>-165 900</b>
Changements dans les comptes de débiteurs	-3 559	-	-	-3 559
Changements dans les montants à payer	29	-	-	29
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	-120 933	-	-	-120 933
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	3 886	-	-	3 886
<b>Total des différences relatives à la base</b>	<b>-120 577</b>	-	-	<b>-120 577</b>
Fonds fiduciaires	-3 886	-	-	-3 886
Dépenses financées à partir du fonds spécial	-	-	-	-
<b>Total des différences relatives à l'entité</b>	<b>-3 886</b>	-	-	<b>-3 886</b>
<b>Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)</b>	<b>-290 363</b>	-	-	<b>-290 363</b>

	2016-2017			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
<b>Montant réel sur une base comparable (état V)</b>	<b>26 162</b>	-	-	<b>26 162</b>
Changements dans les comptes de débiteurs	-	-	-	-
Changements dans les montants à payer	29	-	-	29
Changements dans les engagements liés aux prestations au p	-167 262	-	-	-167 262
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	-58 576	-	-	-58 576
<b>Total des différences relatives à la base</b>	<b>-225 809</b>	-	-	<b>-225 809</b>
Fonds fiduciaires	58 576	-	-	58 576
Dépenses financées à partir du fonds spécial	-55 716	-	-	-55 716
<b>Total des différences relatives à l'entité</b>	<b>2 860</b>	-	-	<b>2 860</b>
<b>Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)</b>	<b>-196 787</b>	-	-	<b>-196 787</b>

## NOTE 13 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire 2017	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL	TOTAL
		2017	2017	2017	2017	2016
<i>(en francs suisses)</i>						
<b>RECETTES</b>						
Contributions	3 365 962	-	-	-	3 365 962	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	257 524	-	-	257 524	357 839
Taxes au titre du système UPOV PRISMA	1 841	-	-	-	1 841	-
Recettes des publications	-	-	-	-	-	-
Recettes des placements	-	-	-	-	-	-
Autres/divers recettes	19 091	-	-	-	19 091	22 519
Frais d'appui aux programmes	29 354	-	-	-29 354	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 416 248</b>	<b>257 524</b>	<b>-</b>	<b>-29 354</b>	<b>3 644 418</b>	<b>3 746 320</b>

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2017. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

## NOTE 14 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire 2017	Fonds fiduciaires 2017	Fonds spécial pour des projets 2017	Transferts intersectoriels 2017	TOTAL 2017	TOTAL 2016 (après retraitement)
<i>(en francs suisses)</i>						
<b>DÉPENSES</b>						
Dépenses de personnel	2 262 006	-	-	-	2 262 006	2 150 429
Stages	12 343	-	-	-	12 343	-
Voyages et bourses	310 453	157 358	-	-	467 811	405 862
Services contractuels	501 970	70 452	-	-	572 422	475 044
Dépenses de fonctionnement	618 867	360	-	-	619 227	620 567
Fournitures	972	-	-	-	972	842
Frais d'appui aux programmes	-	29 354	-	-29 354	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>3 706 611</b>	<b>257 524</b>	<b>-</b>	<b>-29 354</b>	<b>3 934 781</b>	<b>3 652 744</b>

Les dépenses de personnel incluent les prestations aux fonctionnaires titulaires d'un contrat de courte durée telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

## NOTE 15 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placement de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI. Cette politique a été révisée entièrement et adoptée en 2015 par la cinquante-cinquième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI. Certaines modifications apportées à la politique en matière de placements ont été adoptées à la cinquante-cinquième série de réunions en 2017. La politique révisée contient deux politiques distinctes en matière de placements, une pour la trésorerie d'exploitation et les fonds propres et une pour la trésorerie stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'Organisation a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants. Les fonds propres correspondent au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et de la trésorerie stratégique. La trésorerie stratégique de l'OMPI est celle qui a été mise de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

### Justes valeurs

On trouvera ci-dessous une comparaison par classe des valeurs comptables et de la juste valeur des instruments financiers de l'UPOV.

	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>2017</b>		
Comptes débiteurs	86 196	86 196
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 115 186	4 115 186
	<b>4 201 382</b>	<b>4 201 382</b>
<b>2016</b>		
Comptes débiteurs	130 317	130 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 275 496	5 275 496
	<b>5 405 813</b>	<b>5 405 813</b>
	<b>Valeur comptable</b>	<b>Juste valeur</b>
<b>Passifs financiers</b>	<i>(en francs suisses)</i>	
<b>2017</b>		
Comptes créanciers	1 209	1 209
Autres passifs courants	726 044	726 044
	<b>727 253</b>	<b>727 253</b>
<b>2016</b>		
Comptes créanciers	1 000	1 000
Autres passifs courants	1 561 929	1 561 929
	<b>1 562 929</b>	<b>1 562 929</b>

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change et les comptes de créanciers sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- Les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'exercice biennal précédent.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit qui était au 31 décembre 2017 la suivante :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances	86 196	130 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 115 186	5 275 496
<b>Exposition maximum au risque de crédit</b>	<b>4 201 382</b>	<b>5 405 813</b>

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des États souverains et des organisations intergouvernementales compétentes, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

Notation	AAA	A-1	Total
	Swiss sovereign	S&P court-terme	
<i>(en francs suisses)</i>			
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	-	4 115 186	<b>4 115 186</b>
Pourcentage	0,0%	100,0%	100,0%

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et les fonds propres soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'UPOV. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Les fonds propres font l'objet de placements à moyen terme (périodes de 12 mois minimum), de manière à ce qu'une partie d'entre eux soit accessible occasionnellement, ce qui permettrait à l'avenir, par exemple, d'échelonner les paiements importants. La trésorerie stratégique doit être placée sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

### Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV n'est pas exposée au risque de baisse des taux d'intérêt, car son budget de fonctionnement n'est pas financé à partir des revenus des investissements. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt et le profil de maturité des instruments financiers au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers				Total
	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans		
<b>31 décembre 2017</b>	<i>(en francs suisses)</i>				
	%				

#### Actifs financiers

Fonds placés auprès de l'AFF	0,000	-	-	-	-
------------------------------	-------	---	---	---	---

	Taux d'intérêt à la date d'établissement des états financiers				Total
	Dans un an	1 à 5 ans	Plus tard que 5 ans		
<b>31 décembre 2016</b>	<i>(en francs suisses)</i>				
	%				

#### Actifs financiers

Fonds placés auprès de l'AFF	0,000	3 961 606	-	-	3 961 606
------------------------------	-------	-----------	---	---	-----------

### Analyse de sensibilité des taux d'intérêt

Si le taux d'intérêt moyen en 2017 et 2016 avait été plus élevé ou plus bas de 50 points, les intérêts perçus auraient été les suivants (calculs basés sur le montant des intérêts produits pour l'année) :

	Augmentation (+) / diminution (-) en points de base	Effet sur l'excédent
<i>(en francs suisses)</i>		
<b>2017</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	-
	-50	-
<b>2016</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Fonds placés auprès de l'AFF	+50	19 808
	-50	-19 808

### NOTE 16 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2017 et leur publication au 25 mai 2018. Aucun événement favorable ou défavorable ne s'est produit entre la date d'établissement des états financiers et la date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

### NOTE 17 : INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. L'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; 2) les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires); et 3) le Fonds spécial pour des projets. Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l'UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés aux principes, aux buts et aux activités de l'UPOV. Le Fonds spécial pour des projets représente le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal précédent qui est utilisé pour financer des projets acceptés par le Conseil. Le programme et budget ordinaire, les fonds fiduciaires et le Fonds spécial pour des projets sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.

**État de la situation financière par secteur  
au 31 décembre 2017**  
(en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL 2017	TOTAL 2016 (après retraitement)
<b>ACTIFS</b>						
<b>Actifs courants</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 006 800	108 386	-	-	4 115 186	5 275 496
Comptes débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	68 866	-	-	-	68 866	111 232
Comptes débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	17 330	-	-	-	17 330	19 085
Autres actifs courants	-	24 042	18 040	-42 082	-	-
	<b>4 092 996</b>	<b>132 428</b>	<b>18 040</b>	<b>-42 082</b>	<b>4 201 382</b>	<b>5 405 813</b>
<b>Actifs non courants</b>						
Matériel	-	-	-	-	-	-
	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>ACTIF TOTAL</b>	<b>4 092 996</b>	<b>132 428</b>	<b>18 040</b>	<b>-42 082</b>	<b>4 201 382</b>	<b>5 405 813</b>
<b>PASSIF</b>						
<b>Passifs courants</b>						
Comptes créanciers	1 209	-	-	-	1 209	1 000
Prestations au personnel	200 760	-	-	-	200 760	230 148
Avances	260 063	127 531	-	-	387 594	617 514
Autres passifs courants	575 322	4 897	187 907	-42 082	726 044	1 561 929
	<b>1 037 354</b>	<b>132 428</b>	<b>187 907</b>	<b>-42 082</b>	<b>1 315 607</b>	<b>2 410 591</b>
<b>Passifs non courants</b>						
Prestations au personnel	2 255 945	-	-	-	2 255 945	2 249 447
	<b>2 255 945</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 255 945</b>	<b>2 249 447</b>
<b>PASSIF TOTAL</b>	<b>3 293 299</b>	<b>132 428</b>	<b>187 907</b>	<b>-42 082</b>	<b>3 571 552</b>	<b>4 660 038</b>
Fonds de réserve	970 470	-	-	-	970 470	1 260 833
Fonds spécial pour des projets	183 824	-	-169 867	-	13 957	13 957
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	-901 276	-	-	-	-901 276	-1 075 694
Fonds de roulement	546 679	-	-	-	546 679	546 679
<b>ACTIF NET</b>	<b>799 697</b>	<b>-</b>	<b>-169 867</b>	<b>-</b>	<b>629 830</b>	<b>745 775</b>

**État de la performance financière par segment  
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2017**  
(en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL 2017	TOTAL 2016 (après retraitement)
Note						
<b>RECETTES</b>						
Contributions	3 365 962	-	-	-	3 365 962	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	257 524	-	-	257 524	357 839
Taxes au titre du système UPOV PRISMA	1 841	-	-	-	1 841	-
Recettes des publications	-	-	-	-	-	-
Recettes des investissements	-	-	-	-	-	-
Autres/divers recettes	19 091	-	-	-	19 091	22 519
Frais d'appui aux programmes	-	-	-	-	-	-
	29 354	-	-	-29 354	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>3 416 248</b>	<b>257 524</b>	<b>-</b>	<b>-29 354</b>	<b>3 644 418</b>	<b>3 746 320</b>
<b>DÉPENSES</b>						
Dépenses de personnel	2 262 006	-	-	-	2 262 006	2 150 429
Stages	12 343	-	-	-	12 343	-
Voyages et bourses	310 453	157 358	-	-	467 811	405 862
Services contractuels	501 970	70 452	-	-	572 422	475 044
Dépenses de fonctionnement	618 867	360	-	-	619 227	620 567
Fournitures	972	-	-	-	972	842
Frais d'appui aux programmes	-	29 354	-	-29 354	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>3 706 611</b>	<b>257 524</b>	<b>-</b>	<b>-29 354</b>	<b>3 934 781</b>	<b>3 652 744</b>
<b>EXCÉDENT/DÉFICIT POUR L'ANNÉE</b>	<b>-290 363</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-290 363</b>	<b>93 576</b>

[Fin de l'annexe et du document]